



**Numéro 0 – 4 juin 2024**

## **En finir avec les restes à charge pour les malades !**

De « plan d'économie » en « plan d'économie », le gouvernement, après les précédents, organise l'assèchement des ressources de la Sécurité sociale, et cela, au nom de la soutenabilité de notre modèle social !

Le PLFSS 2024 prévoit un déficit de 10 MILLIARDS, avec encore des économies de 3,5 milliards sur l'Assurance Maladie. Quelques semaines avec l'adoption du PLFSS par 49-3, Bruno Lemaire annonce abruptement de nouvelles ponctions sur les dépenses sociales, au nom de la dette. Tenant compte des protestations multiples, la ministre vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de PLFSS correctif pour 2024...

Mais l'autoritarisme présidentiel érigé en mode de gouvernement, c'est en janvier que le président Macron confirme des mesures impopulaires et lourdes de conséquences pour les usagers du système de santé : le doublement des participations forfaitaires sur les consultations médicales et actes médicaux, et des franchises sur les médicaments, les transports...

Ainsi, après une opposition majoritaire à ces augmentations de restes-à-charge (RAC) pour les assuré.es, le président a tranché avec son mépris habituel : « Je n'ai pas l'impression qu'on fait un crime terrible... » ! Ces augmentations sont effectives depuis avril 2024.

Dans un contexte d'accès aux soins déjà difficile et de mécontentement général, ces mesures vont aggraver les inégalités sociales, mais entraînent aussi une accoutumance néfaste à la mobilisation. Depuis 2005, puis 2008 les forfaits et franchises sont rentrés dans le quotidien de chacun.e, insidieusement, et toujours pour « redresser les comptes de l'Assurance Maladie ». Ainsi la baisse organisée de la couverture sociale des soins est sous-tendue par le même discours de culpabilisation/responsabilisation de chacun.e d'entre nous : nous serions responsables de l'augmentation des dépenses de santé « non-soutenable » ; aux assuré.es de faire un effort, dans leur poche !

### **Pétition : mode d'emploi**

C'est une pétition d'appel à la discussion, à l'échange pour sortir du cadre des militants et aller à la rencontre de la population, de celles et ceux qui ne voient la Sécu qu'à travers les services inaccessibles de la CAF ou le relevé incomplet des remboursements de la CPAM.

Elle part des préoccupations comme les dépassements d'honoraires ou les arrêts de travail. Notons à ce sujet comme la musique monte très fort pour allonger l'inacceptable période de carence avec le tout récent rapport de la Cour des Comptes.

C'est donc avant tout une pétition à utiliser sous sa forme papier, pour aller sur le terrain, créer des initiatives locales avec toutes les organisations partenaires de Convergence.

Pas de problème pour rajouter le sigle de votre ou de vos organisations à côté de celui de Convergence, ni pour l'accompagner d'un tract faisant état de vos prises de position sur la Sécurité Sociale.

**Par contre, nous avons besoin de faire vivre cette pétition, de faire connaître les initiatives locales ou des organisations, de partager des contacts locaux.**

*Suite au verso*



*De premières initiatives ont eu lieu : A Paris par le CNNR, à Nantes - 73 signatures recueillies en 1 heure devant le CHU, à Tours (photo ci-contre), à Charleville-Mézières, à Bergerac etc ...*

B. Lemaire a récemment « rajouté une louche » : « Afin de poursuivre une prise en charge à 100% (sic !) dans les cas les plus graves et à la pointe de la recherche pour les maladies lourdes, une plus grande participation et responsabilisation pour les maladies du quotidien sont nécessaires » En ligne de mire les ALD, la prise en charge des pathologies du vieillissement...Mais pourquoi pas l'accouchement, les soins pédiatriques ?!



*Signatures de la pétition à Bergerac*

Si aujourd'hui l'augmentation des franchises et forfaits paraît bien dérisoire au regard des déficits sociaux, estimée à une économie de 800 millions, et contre-productive, provoquant des renoncements aux soins, sa nocivité réside surtout dans sa haute valeur ajoutée idéologique ultralibérale : élargir le champ de l'accoutumance, de l'acceptabilité de la baisse des dépenses socialisées par l'Assurance maladie et alimenter le processus engagé de faire appel aux complémentaires santé, au système privé de santé que celles-ci développent, au détriment des hôpitaux publics, par l'intermédiaire des réseaux et centres de santé lucratifs...

Cerise sur le gâteau : la Cour des Comptes vient à la rescousse du gouvernement avec un rapport opportun, s'alarmant « d'une perte de maîtrise des comptes sociaux » avec un déficit prévisionnel de 16,5 milliards !

**UNE RAISON SUPPLÉMENTAIRE DE COMBATTRE L'INEPTIE DE L'AUGMENTATION DES RAC, DE SE MOBILISER POUR UN PLFSS 2025 A LA HAUTEUR DES BESOINS ET METTRE EN DÉBAT DE VRAIES ALTERNATIVES POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE DEVANT PRENDRE EN CHARGE 100% DES SOINS PRESCRITS .**

#### **Pétition : mode d'emploi (suite)**

Il n'y a pas eu de lancement officiel, mais de premières collectes de signatures dès les manifestations du 1<sup>er</sup> mai ! C'est une campagne qui est faite pour s'amplifier jusqu'à l'automne, pour s'élargir à tous les objets de la Sécurité Sociale, pour créer un rapport de force lors des débats parlementaires sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2025, pour préparer le 80<sup>ème</sup> anniversaire de la Sécurité Sociale en 2025 !

**Pas de lancement officiel, mais des initiatives publiques vont être organisées. Merci aux organisations partenaires de Convergence souhaitant y participer de se manifester afin de les co-construire. Merci de faire connaître vos communiqués de soutien pour que nous les diffusions à l'image de ceux mentionnés dans cette feuille d'info.**

Merci aussi à toutes celles et ceux qui font signer la pétition de faire des retours sur les signatures recueillies.

Un mail a été créé pour centraliser les informations : [convergencesantesecu@gmail.com](mailto:convergencesantesecu@gmail.com). Vous pouvez trouver une maquette papier [sur le site de Convergence](#)

N'hésitez pas non plus à faire connaître la pétition sur internet : [son adresse](#).

## **BRÈVES**

### **Des communiqués de soutien à la pétition**

[Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité](#)

[Fédération Générale des retraités de la Fonction Publique](#)

[Parti Communiste Français](#)

### **La Cour des Comptes s'attaque aux arrêts de travail.**

Et le tollé l'oblige même à [une mise au point](#) mais la proposition reste scandaleuse !

### **On parle de la pétition**

[Le numéro de mai de Résistance Sociale](#)

### **Pour la constitutionnalisation de la Sécurité Sociale**

[Une proposition de loi](#)

Sophie Binet pour la CGT, Marylise Léon pour la CFTD, Laurent Escure pour l'UNSA et Benoit Teste pour la FSU - appellent à « saisir cette occasion pour ouvrir un grand débat sur l'avenir de la Sécurité sociale dans le pays » : [la tribune](#)

Cette proposition de loi a été vidée de son contenu par l'Assemblée Nationale et donc retirée

**Au 3 juin, 2326 signatures de la pétition sur internet**